

mbustes, haies et buissons, devra se faire du 15 janvier au 15 février 1904.

CLASSE 1903. — Soixante-neuf conscrits prendront part au tirage au sort de 1904.

VERVICQ-SUD. — Procès-verbal a été dressé à Arènes-Lucamp, 15 août, tisserand, qui s'est livré à des vols de fait sur deux jeunes filles, Mmes Lous et Céline Lesalrie.

CHOCOLAT MAUPRIVEZ

LILLE. — A L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LILLE. — Section des sciences sociales et politiques. — M. Raver du Magny, professeur à la Faculté libre de droit de Lyon, a lu, hier mercredi, à cinq heures, à la section des sciences sociales et politiques de l'Université Catholique de Lille, une conférence très documentée sur ce sujet intéressant et actuel: Des garanties de la liberté individuelle et de l'insubordination du domicile. Cette conférence avait attiré nombre de nombreux étudiants et de nombreux étrangers à la Faculté, qui ont suivi avec intérêt le docteur exposé de M. du Magny et qui ne lui ont pas marchandé leurs applaudissements.

M. Raver du Magny a divisé son sujet en trois parties. Il a étudié d'abord les garanties de la liberté individuelle, puis celles de l'insubordination du domicile et enfin la sanction de ces différentes garanties. Il a exposé hier que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

C'est-à-dire que la liberté individuelle? C'est le droit de faire tout ce que l'on veut. Mais il y a des limites à ce droit dans l'exercice de la liberté, c'est pour constater ces abus que la loi établit des restrictions. La privation de ces libertés a pour but de sauvegarder et il y aura atteinte à la liberté individuelle si elle est soustraite à des violences matérielles sur l'individu, toutes les fois qu'on s'empare de lui et qu'on le détient dans un intérêt autre que la sécurité de l'ordre social.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

Après avoir posé ces principes, M. Raver du Magny a étudié les garanties de la liberté individuelle. Il a indiqué aussi quelles sont les personnes à qui la loi reconnaît le droit d'interdire l'arrestation et les conditions dans lesquelles elle peut être exercée. Il a indiqué également l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui, détruisant le principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, accorde aux préfets dans les départements, et aux maires dans les communes, des pouvoirs plus étendus que n'en ont les juges d'instruction et les procureurs de la République. Il rappelle que la jurisprudence qui a étendu l'application de l'article 10 en 1853 a été malheureusement corrigée par le régime des lois de 1872 et 1873.

M. Raver du Magny a terminé son exposé en indiquant que la sanction de la liberté individuelle, il verra demain les deux autres.

janvier 1904, dans sa 80^{ème} année, administré des Sacraments de notre mère la Sainte-Eglise, sera célébré le présent avis comme un tenant lieu et de bien vouloir assister aux Vigiles qui seront chantées le jeudi 7 janvier, à 9 heures du soir, et au convoi et Service Solennel qui auront lieu le vendredi 8 janvier, à 9 heures, en l'église du Très-Saint-Redempteur, sa paroisse, à Roubaix. — L'Assemblée à la maison mortuaire, rue d'Anzin, 58, à 9 heures.

Les amis et connaissances de la famille SKENE qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de Monsieur William SKENE, constructeur-mécanicien, décédé à Croix, le 5 janvier 1904, dans sa 67^{ème} année, sont priés de considérer le présent avis comme un tenant lieu et de bien vouloir assister aux Funérailles qui auront lieu selon le rite de l'Eglise Anglicane, au Temple de la rue des Arts, à Roubaix, le samedi 9 courant, à onze heures un quart. — Réunion à la maison mortuaire, rue de Roubaix, 21.

Les amis et connaissances de la famille DEBRUN-GRAYE qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de Monsieur Joseph-François DEBRUN-GRAYE, décédé subitement à Roubaix, le 4 janvier 1904, dans sa 71^{ème} année, sont priés de considérer le présent avis comme un tenant lieu et de bien vouloir assister aux Funérailles qui auront lieu le samedi 9 janvier, à 9 heures, en l'église du Très-Saint-Redempteur, sa paroisse. — L'Assemblée à la maison mortuaire, rue de l'Industrie, 21.

POMPES FUNEBRES CORNILLE-PENNEL. — BRICHE-CORNILLE (Succession). — 23, r. de Lannoy, et 10, r. Bernard, Roubaix. Fabriciens de cercueils, tentes, papiers, corbillards de toutes classes, fourgons et transport de corps en France et à l'étranger. Renseignements gratuits au cimetière. Couronnes. Fournisseurs des cercueils pour l'Hôpital et le Bureau de bienfaisance. Téléphone 748. 16472

POMPES FUNEBRES DESCHAMPS-BENOIST. — Concessionnaire des hospices et des établissements charitables de la Ville, 64-66, rue de l'Alouette, Roubaix. Magasin de cercueils et corbillards de toutes classes. Décors funéraires et corbillards de toutes classes. Démarches et formalités à l'occasion d'un décès et transport de corps en France et à l'étranger. Téléphone 637. (Fondée en 1870). 9556

NECROLOGIE. — Mardi matin, ont eu lieu, en l'église Saint-Nicolas, à Boulogne, les funérailles de M. Pierre Lroude, conducteur principal des ponts et chaussées en retraite, et de son épouse, née Marie Lroude, dans le modeste Julie-Marie Landru, de la communauté de la Providence.

NOUVELLES MILITAIRES. — Dans la liste des sous-officiers du génie admise à prendre part aux épreuves orales du concours d'admission de l'école d'artillerie et de génie de Versailles, nous relevons les noms suivants: MM. Chauze, Courgeon, Leroix et Pochelin, du 3^{ème} génie.

COMMUNICATIONS. — Roubaix. — Les Amis Reunis (Fanfare). — Répétition au nouveau local le dimanche 10 courant. Des communications très importantes seront faites.

Croix. — Les Trouvères (orphion en formation). — Réunion obligatoire le samedi 9 janvier, à huit heures et demie du soir, au local, Café Belle Vue, 33, rue de Roubaix, Croix Blanche. Les membres qui n'ont pas leur carte sont priés d'y assister ou d'envoyer leur adhésion.

Tourcoing. — Union Sociale et Patriotique (Section du Commerce, rue Nationale, 65). — Réunion mensuelle du samedi 9 courant, à huit heures et demie, dans le local, chez M. Henri Desreumaux (journalist. M. Vell), rue du Moulin, 83, le vendredi 8 janvier, à huit heures et demie.

MAISON FONDÉE EN 1841. — COFFRES-FORTS ROTRU. — à nouvelles Cloisons métalliques armées. — Imperforables et incombustibles. BREVETÉ S.G.D.G. — SÉCURITÉ ABSOLUE. — 17, Rue Neuve, 17, ROUBAIX. — Téléphone 447

TRIBUNAUX. — TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Audience du 6 janvier 1904. — Président: M. CATEAUX. — Assesseurs: MM. WICART et D'HALLAIN.

L'ACCOMPLISSEMENT DES VINS PAR LE TRANSPORT. — Le Tribunal a statué sur le principe, les entrepreneurs de transports, lors d'un transport de vins, n'ont tenu que de déposer les barriques sur le trottoir et que leur responsabilité, par conséquent, cessait dès cette opération.

TRIBUNAL CIVIL DE LILLE. — Audience des criées du mercredi 6 janvier 1904. — Présidence de M. CHANCEL, vice-président.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE. — Audience du mercredi 6 janvier 1904. — Présidence de M. CHANCEL, vice-président.

EMPLOYES INFIDÈLES. — Dans la soirée de samedi dernier, à Roubaix, un agent de police rencontrant dans la rue du Fontenoy un individu porteur d'un gros sac et dont l'allure lui paraissait suspecte, il voulut voir le contenu de ce sac, et y avait une vingtaine de kilos de ficelle. L'individu fut conduit au poste; il déclara se nommer François Couzouart, 50 ans, et avoua que ces ficelles avaient été volées par lui chez ses patrons, MM. Fauchet, Berthelette et Cie, rue de l'Espérance, et qu'il s'en était servi pour compléter un autre meuble de la même maison, Henri Fontaine, 27 ans, qui fut arrêté également. A plusieurs reprises, tous deux avaient déjà dérobé des ficelles, dans des conditions analogues. Quarante jours de prison et cinquante francs d'amende, avec sursis à Fontaine.

POUR LES ÉTRANGERS. — Désireux d'avoir des étrennes, et n'ayant aucun titre pour y avoir droit, Camille Castelain et Désiré Kiepe, de Tourcoing, ont imaginé le stratagème suivant: ils se présentèrent dans les maisons comme éboueurs de la Ville de Tourcoing et sollicitèrent leurs étrennes; l'agent Lebrun découvrit la supercherie et les deux copains sont poursuivis pour escroquerie, pour être fait remettre de l'argent en prenant la fausse qualité d'éboueurs. Mais le dossier n'étant pas complet, le caser judiciaire des prévenus n'a pu être instruit. Le Tribunal n'a pu les condamner et il a simplement confirmé le mandat de dépôt décerné contre eux.

LA FRAUDE. — Le 2 janvier, vers cinq heures moins le quart du soir, sur l'avenue du chemin de Leers, les douaniers ont surpris trois fraudeurs qui marchaient l'un derrière l'autre, à 50 pas de distance; ce sont: Léon Nivelle, 24 ans, apprenneur, son frère, Désiré Nivelle, 19 ans, également apprenneur, tous deux demeurant à Roubaix, rue de la Croix, et Louis Messine, 31 ans, rejointoyeur, avenue Julien Lagache, estaminet Leclercq, à Roubaix. Ils étaient porteurs de 7 livres de café vert. Messine sera jugé à une autre audience; Léon Nivelle et Désiré Nivelle encourront pour leur part, trois mois de prison avec sursis et 500 fr. d'amende.

— Six jours avec sursis et 500 francs à Louis Deschamps, 18 ans, tisserand à Chéreny, et à Jean Brédet, 21 ans, charretier à Roubaix, rue des Fossés, tous deux demeurant à Roubaix, rue de la Croix, et Louis Messine, 31 ans, rejointoyeur, avenue Julien Lagache, estaminet Leclercq, à Roubaix. Ils étaient porteurs de 7 livres de café vert. Messine sera jugé à une autre audience; Léon Nivelle et Désiré Nivelle encourront pour leur part, trois mois de prison avec sursis et 500 fr. d'amende.

UN DONNAIER. — Un donnaier, filant près de chez lui, dans la commune de Linselles, le 31 décembre, vers une heure trois quarts de l'après-midi, aperçut un homme à allures longues qui semblait éclairer le terrain et qui, en effet, faisait signe d'approcher à une jeune fille prise de la fièvre. L'homme, qui se nomme Léon Nivelle, 24 ans, ouvrier agricole à Menin, était chargé de 3 kilos d'allumettes belges, valant 13 fr. 50; l'homme, Henri Decavère, 28 ans, de Menin, avoua qu'il l'aidait à écouler son cachette et exploitait le terrain pour découvrir

les retraites des douanes. Trois jours et 500 francs à Rosalie Vanhulbousche, six jours et 600 francs à Henri Decavère.

COUR D'ASSISES DU PAS-DE-CALAIS. — Audience du mercredi 6 janvier 1904. — L'AFFAIRE THOBOS. — A l'audience de mercredi ont comparu Thobos, le cerc d'huissier de Vitry, inculpé d'abus de confiance qualifié, ainsi que ses complices.

Le 3 mars 1903, Thobos, alors cerc chez M. Lavigne, huissier à Vitry-en-Artois, se rendit à Arras, chargé par son maître d'effectuer des versements dans plusieurs maisons de banque. Il était nanti d'un chèque de 28.700 francs en billets de banque. Au lieu d'effectuer ces versements il passa son temps au café, puis rentra le soir, chez lui, Divry-lez-Arras.

Le lendemain, il prenait le train à 6 heures 25 du matin, à Sauchy-Lestrées. Le 26 mars, il fut arrêté à Péronne. Il a reconnu avoir détourné et dissipé la somme de 28.700 francs.

Ses complices sont: Céline Lourd, femme Thobos, ménagère, à Oisy-lez-Verges, y demeurant; François Leblanc, dentiste, à Beaumetz-lez-Cambrai; François Leblanc, à Valenciennes; Camille Leblanc, à Valenciennes; Béatrice, à Ypres, garde particulière; Marie Corbier, femme Béatrice.

Prime absolument gratuite OFFERTE PAR LA CONFIANCE du 1^{er} au 10 Janvier 1904. — A tous ses acheteurs, la Coopérative LA CONFIANCE, rue Ma Campagne, offre gratuitement deux vases ou une jardinière. Les vases ont 10 centimètres de diamètre et sont en faïence blanche. Les jardinières ont 15 centimètres de diamètre et sont en faïence blanche. Les vases et jardinières sont offerts en échange de la somme de 1 franc.

CONCERTS & SPECTACLES. — ROUBAIX. — Hippodrome-Théâtre. — L'opéra de la Comédie-Française, qui a été représenté avec un succès de notoriété, sera joué par les artistes de la Comédie-Française, qui ont été engagés pour la saison prochaine.

UN FÉTTERIVAL PERMANENT À ARRAS. — La Commission des fêtes de l'Association du Nord de la France, organise, sous les auspices de l'Administration municipale d'Arras, un festival permanent, auquel sont conviés les sociétés de chant d'ensemble, harmonies, fanfares, chorales, sociétés de musique, sociétés de France et de l'étranger. Huit mille francs de primes en espèces sont affectés à ce festival, qui aura lieu tous les dimanches et jours de fête, du 8 mai au 2 octobre 1904.

LE THÉÂTRE DE ROUBAIX. — Direction: L. COUVRIER. — Bureaux à 7 h. 1/2, Jeudi 7 Janvier 1904, Rétour à 8 heures. — LE PETIT JACQUES, grand drame en neuf tableaux. Vu son importance cette pièce sera jouée seule.

CORRESPONDANCE. — Les articles publiés dans cette partie du journal n'engagent ni l'opinion, ni la responsabilité de la rédaction.

Les nouveaux abonnements des tramways. — Monsieur le Directeur du Journal de Roubaix, Par une interprétation subtile, la Compagnie des Tramways a tenté la prétention de restreindre à la place de Roubaix la circulation du nouvel abonnement de l'Octroi de la Justice à Roubaix. Si son projet est adopté, il y aura un préjudice de 20 francs par jour à la gare de Roubaix, qui devrait être compensé par la place et payer 0.10 pour aller à la gare. Certainement une telle anomalie ne peut avoir cours.

Une question de salubrité. — Monsieur le Directeur du Journal de Roubaix, Pourquoilors que les immondières de la Ville sont condamnées par l'opinion, et à l'égard de toutes les habitations, permet-on d'en déposer en plein centre? Je veux parler du terrain situé à l'angle des rues Corot, Ingres et Claude Lorrain. Depuis un mois, on y amène journellement les débris de la cuisine, et l'on y déverse les ordures qui y restent pendant plusieurs jours. Ce terrain est un foyer d'infection et une source de salubrité.

La Compagnie des chemins de fer du Nord et les industriels. — Roubaix, le 6 janvier 1904. Monsieur le Directeur du Journal de Roubaix, Nous avons l'honneur de faire appel à la publicité de votre journal pour signaler à l'opinion publique les agissements de la Compagnie des chemins de fer du Nord, qui abuse d'un monopole et à l'égard de toutes les habitations, permet-on d'en déposer en plein centre?

TRIBUNAL CIVIL DE LILLE. — Audience des criées du mercredi 6 janvier 1904. — Présidence de M. CHANCEL, vice-président.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE. — Audience du mercredi 6 janvier 1904. — Présidence de M. CHANCEL, vice-président.

EMPLOYES INFIDÈLES. — Dans la soirée de samedi dernier, à Roubaix, un agent de police rencontrant dans la rue du Fontenoy un individu porteur d'un gros sac et dont l'allure lui paraissait suspecte, il voulut voir le contenu de ce sac, et y avait une vingtaine de kilos de ficelle. L'individu fut conduit au poste; il déclara se nommer François Couzouart, 50 ans, et avoua que ces ficelles avaient été volées par lui chez ses patrons, MM. Fauchet, Berthelette et Cie, rue de l'Espérance, et qu'il s'en était servi pour compléter un autre meuble de la même maison, Henri Fontaine, 27 ans, qui fut arrêté également.

POUR LES ÉTRANGERS. — Désireux d'avoir des étrennes, et n'ayant aucun titre pour y avoir droit, Camille Castelain et Désiré Kiepe, de Tourcoing, ont imaginé le stratagème suivant: ils se présentèrent dans les maisons comme éboueurs de la Ville de Tourcoing et sollicitèrent leurs étrennes; l'agent Lebrun découvrit la supercherie et les deux copains sont poursuivis pour escroquerie, pour être fait remettre de l'argent en prenant la fausse qualité d'éboueurs. Mais le dossier n'étant pas complet, le caser judiciaire des prévenus n'a pu être instruit. Le Tribunal n'a pu les condamner et il a simplement confirmé le mandat de dépôt décerné contre eux.

LA FRAUDE. — Le 2 janvier, vers cinq heures moins le quart du soir, sur l'avenue du chemin de Leers, les douaniers ont surpris trois fraudeurs qui marchaient l'un derrière l'autre, à 50 pas de distance; ce sont: Léon Nivelle, 24 ans, apprenneur, son frère, Désiré Nivelle, 19 ans, également apprenneur, tous deux demeurant à Roubaix, rue de la Croix, et Louis Messine, 31 ans, rejointoyeur, avenue Julien Lagache, estaminet Leclercq, à Roubaix. Ils étaient porteurs de 7 livres de café vert. Messine sera jugé à une autre audience; Léon Nivelle et Désiré Nivelle encourront pour leur part, trois mois de prison avec sursis et 500 fr. d'amende.

UN DONNAIER. — Un donnaier, filant près de chez lui, dans la commune de Linselles, le 31 décembre, vers une heure trois quarts de l'après-midi, aperçut un homme à allures longues qui semblait éclairer le terrain et qui, en effet, faisait signe d'approcher à une jeune fille prise de la fièvre. L'homme, qui se nomme Léon Nivelle, 24 ans, ouvrier agricole à Menin, était chargé de 3 kilos d'allumettes belges, valant 13 fr. 50; l'homme, Henri Decavère, 28 ans, de Menin, avoua qu'il l'aidait à écouler son cachette et exploitait le terrain pour découvrir

les retraites des douanes. Trois jours et 500 francs à Rosalie Vanhulbousche, six jours et 600 francs à Henri Decavère.

COUR D'ASSISES DU PAS-DE-CALAIS. — Audience du mercredi 6 janvier 1904. — L'AFFAIRE THOBOS. — A l'audience de mercredi ont comparu Thobos, le cerc d'huissier de Vitry, inculpé d'abus de confiance qualifié, ainsi que ses complices.

UN FÉTTERIVAL PERMANENT À ARRAS. — La Commission des fêtes de l'Association du Nord de la France, organise, sous les auspices de l'Administration municipale d'Arras, un festival permanent, auquel sont conviés les sociétés de chant d'ensemble, harmonies, fanfares, chorales, sociétés de musique, sociétés de France et de l'étranger. Huit mille francs de primes en espèces sont affectés à ce festival, qui aura lieu tous les dimanches et jours de fête, du 8 mai au 2 octobre 1904.

LE THÉÂTRE DE ROUBAIX. — Direction: L. COUVRIER. — Bureaux à 7 h. 1/2, Jeudi 7 Janvier 1904, Rétour à 8 heures. — LE PETIT JACQUES, grand drame en neuf tableaux. Vu son importance cette pièce sera jouée seule.

phé. — Surdité. — Il s'agit probablement d'une société commerciale. Il serait préférable que vous demandiez au directeur de la collection du Journal de Roubaix les détails, consultez le directeur du Journal de Roubaix. — En aucun cas; 3. Il faudrait faire des actes respectueux; voyez un notaire; 4. Oui, avec un dispensaire; 5. Vous recevrez avis de paiement. — C. D. à Roubaix. — 1^{er} OUI; 2^o OUI, mais il vous faut un accusé de réception. — A. C. B. 25. — Procurez-vous de l'acide borique chez un droguiste ou un pharmacien et faites en dissoudre un peu dans l'eau chaude. — Un entêté. — Nous ne comprenons pas bien le sens de vos questions. On ne peut jamais contracter un mariage sans le consentement de l'épouse. Les coopératives qui livrent de nombreux articles à pied. Vous trouverez le nom de plusieurs de ces fournisseurs dans l'annuaire illustré du Journal de Roubaix et vous pouvez aussi demander un catalogue à la maison D. M. E., page 151.

Le certificat d'aptitude n'est pas une nomination. Il indique que l'on est apte à commander une section et il est indispensable pour être nommé officier de réserve. — Etant nommé officier de réserve vous démissionnez vous-même. — Vous recevrez avis de paiement. — C. D. à Roubaix. — 1^{er} OUI; 2^o OUI, mais il vous faut un accusé de réception. — A. C. B. 25. — Procurez-vous de l'acide borique chez un droguiste ou un pharmacien et faites en dissoudre un peu dans l'eau chaude. — Un entêté. — Nous ne comprenons pas bien le sens de vos questions. On ne peut jamais contracter un mariage sans le consentement de l'épouse. Les coopératives qui livrent de nombreux articles à pied. Vous trouverez le nom de plusieurs de ces fournisseurs dans l'annuaire illustré du Journal de Roubaix et vous pouvez aussi demander un catalogue à la maison D. M. E., page 151.

Si vous êtes libéré de ces périodes, il se pourrait que votre démission soit acceptée si une fois votre première convention comme officier effectuée. — Une fois démissionnaire vous êtes astreint à vos 13 jours comme soldat. — A notre avis, si vous postulez pour le grade d'officier de réserve, vous devriez le conserver au moins jusqu'à votre première période de territorialité; dans ce cas contraire, il vaut mieux ne pas vous faire nommer. — Un coopérateur ennuyé. — Les coopératives qui livrent de nombreux articles à pied. Vous trouverez le nom de plusieurs de ces fournisseurs dans l'annuaire illustré du Journal de Roubaix et vous pouvez aussi demander un catalogue à la maison D. M. E., page 151.

COFFRES-FORTS GRUSON. — Fabrication supérieure. — 50 années d'expérience. — Exposition de Lille 1902, GRAND PRIX. — Rue Royale, 19 et 21, LILLE (Tél. 465). 4022

COUR D'ASSISES DU NORD. — La chambre des mises en accusation vient de renvoyer devant la Cour d'assises, Gaston Louette, 31 ans, né à Verland (Aisne), accusé de l'assassinat de M. Lamotte, inculpé d'attentat à la pudeur commis le 31 novembre 1903.

ÉCRASE PAR UN TRAIN À LANDAS. — M. Paul Fillion, 30 ans, ouvrier agricole de la Commune de Landas, a été écrasé par un train de marchandises, le 31 novembre 1903.

UNE VICTOIRE LIBÉRALE À ESCAUDAIN. — Dimanche à Escudain, une élection en remplacement de deux conseillers municipaux. Deux listes étaient en présence: l'une, républicaine libérale, composée de MM. Dupont, maître-pontier, et R. Nord, boucher; l'autre, socialiste, avec les citoyens Dourzy et Duquesne, du syndicat ouvrier.

Les radicaux et socialistes qui occupent la mairie d'Escudain, ont été vaincus. Les candidats libéraux ont été élus par 583 et 513 voix contre 390 et 350 à leurs concurrents.

UN GRAVE INCIDENT À FOREST. — La nuit dernière, vers 11 heures, un incendie a éclaté dans la commune de Forest, près de Valenciennes. Les pompiers de Forest, tendant briser les carreaux de sa fenêtre, ont été surpris par un coup de feu. Le feu a été éteint par les pompiers de Forest, qui ont été aidés par les pompiers de Valenciennes.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

UN INCIDENT À YPRES. — Le gouvernement du Nord a décidé de faire savoir à M. Franchotte, ministre de l'Industrie et du Travail, que la Serbie participerait officiellement à l'Exposition universelle et internationale de Liège.

GOODRICH INCOLORE DE Fratero. — Le seul pectoral agréé à prendre à tout âge, ne renfermant aucun poison. — 2 fr. la boîte, toutes pharmacies. — En vente à l'étranger chez le fabri-

BELGIQUE. — LE PRINCE ALBERT est complètement remis du léger accident dont il a été victime il y a quelques jours.

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL s'est réuni mardi matin au Palais des Académies, à Bruxelles, sous la présidence de M. Cooremans. La séance a été ouverte par un discours de l'honorable président rendant hommage à la mémoire de M. le duc d'Utrecht, son prédécesseur. Sur la proposition de M. Cooremans, il a été décidé qu'une adresse de condoléances serait envoyée à la famille.

L'ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL DANS LE HAUT-LEZ. — Les délégués ont été élus dans les 35 écoles industrielles en activité dans le Haut-Lez